

Questions orales

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): C'est très simple, le *Farm Bill* a un double objectif; les Américains ont l'impression d'avoir perdu leur part du marché et ils voudraient la récupérer; ils croient y arriver en faisant baisser les prix internationaux. Nous ne pensons pas que cette tactique marchera. Les Américains sont disposés à dépenser d'énormes sommes d'argent pour voir s'ils peuvent récupérer leur place sur le marché. D'après leurs propres estimations, le *Farm Bill* devrait coûter aux Américains une centaine de milliards de dollars d'ici cinq ans. Nous ne croyons pas que c'est en dépensant de telles sommes, même en ayant l'argent nécessaire, que l'on peut arriver à faire augmenter les prix pour les agriculteurs canadiens, à plus forte raison pour ceux des autres pays.

ON DEMANDE DES DISCUSSIONS SUR LA CRÉATION D'UNE
CAISSE D'URGENCE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Le gouvernement du Canada n'est pas capable d'obtenir un paiement comparable pour les agriculteurs canadiens en dépit de ses prétendues relations spéciales avec les États-Unis. Organisera-t-il une réunion entre le premier ministre et les premiers ministres des provinces pour discuter dès que possible de la création d'une caisse d'urgence afin de résoudre ce problème?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Cette situation ne touche pas uniquement le Canada; elle touche aussi l'Argentine et l'Australie. Nous avons tous essayé d'exposer notre problème aux Américains, et les Européens aussi. Si vous voulez remonter à la cause principale de cette surabondance de grain qui fait baisser les prix, il faut se tourner du côté de la Communauté européenne. S'il voulait être logique, le député devrait englober les Européens dans cette discussion, ce que le Canada a déjà fait.

LES POURPARLERS CANADO-AMÉRICAINS

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Puisqu'il entretient des rapports très étroits avec les Américains et qu'il les a rencontrés plusieurs fois avant que cette décision ne soit prise et vu que le projet de loi américain sur les produits agricoles influait déjà sur la situation avant les dernières rencontres, peut-il nous dire ce qu'il a obtenu grâce à ses rapports chaleureux avec le gouvernement des États-Unis? Peut-il nous dire ce qu'il a cédé aux Américains pour avoir participé à leur programme agricole et permis que le prix des céréales baisse au Canada?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, les Européens ont énormément augmenté leur propre production en accordant des subventions très importantes. Cela cause des problèmes pour bien des produits agricoles autres que le blé, notamment boeuf, les produits laitiers, la betterave sucrière, et ainsi de

suite. Nous avons donc exprimé des préoccupations d'ordre plus général. Nous l'avons fait il y a presque un an quand nous avons constaté ce que le projet de loi américain sur les produits agricoles pourrait signifier. Nous sommes au courant de la situation et nous avons exprimé nos préoccupations tout comme l'ont fait d'autres pays.

Selon nous, le meilleur moyen de continuer à discuter de ces questions avec les Américains comme avec les autres pays consiste à tenir notre bout et à leur signaler certains de nos problèmes importants sans toutefois les insulter comme le gouvernement précédent le faisait trop souvent.

LA COMPÉTITIVITÉ DES AGRICULTEURS CANADIENS

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Puisque les Européens sont en train d'essayer de déterminer si le prix du blé obtenu par les agriculteurs doit augmenter de 3 ou de 6 p. 100 et puisque les agriculteurs américains s'attendent de recevoir un peu plus de \$6 canadiens aux termes du projet de loi, qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour permettre aux agriculteurs canadiens de rester concurrentiels? Nous ne pouvons pas vendre le blé \$3 si les autres le vendent \$6 et plus et rester concurrentiels. Qu'allez-vous faire pour garantir que les producteurs canadiens resteront concurrentiels malgré ce qui se passe ailleurs dans le monde?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, nous avons déjà répondu à cette question. Il y a la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, qui nous a permis d'injecter de l'argent...

Une voix: Nous l'avons fait l'année dernière.

M. Mayer: C'est exact, nous l'avons fait l'année dernière et le député sait certainement que le président de la Commission du blé de la Saskatchewan a déclaré l'année dernière que, sans l'argent dépensé par le gouvernement fédéral pour aider l'agriculture de l'Ouest, les agriculteurs auraient accusé un déficit net. Il y a donc au moins quelqu'un dans sa propre province qui est prêt à reconnaître l'utilité des dépenses du gouvernement fédéral dans le domaine de l'agriculture.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ AÉRIENNE

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports et, pour paraphraser le député de Bow River, le plus inefficace que le Canada ait jamais connu!